

COMMUNIQUÉ

GENNEVILLIERS, le 17 janvier 2017

Un nouvel acte d'impunité de l'armée israélienne à Al Bireh, ville jumelée à Gennevilliers.

Ce matin, lundi 16 janvier, Muhammad Quraan, directeur des ressources humaines à la municipalité d'Al Bireh a été arrêté par les soldats de la force occupante israélienne. Encore une fois, l'occupation israélienne sur le territoire palestinien s'exprime dans sa forme la plus courante : l'arrestation en toute impunité. Plusieurs habitants d'Al Bireh ont également été arrêtés entre dimanche et lundi lors d'une incursion de l'armée israélienne.

Rappelons que la Cisjordanie appartient à la zone A qui comprend sept grandes villes palestiniennes et leur banlieue, à savoir Jénine, Qalqiliya, Tulkarem, Naplouse, Ramallah, Bethléem et Hébron, où il incombe à l'Autorité Palestinienne d'assurer la sécurité et l'administration. La zone A couvre 20 % de la Cisjordanie et comprend 55% de sa population. Dans les faits, l'armée israélienne se donne le droit d'intervenir en zone A. C'est ce qu'elle a encore fait ce matin pour arrêter un cadre de la municipalité d'Al Bireh, notre ville jumelée en Palestine. Nous exprimons notre soutien à la municipalité et à la population d'Al Bireh face à cette situation et à tous les Palestiniens face à l'occupation illégale de leur territoire qui les empêche de vivre libres et dignes.

Nous dénonçons cette arrestation qui ne mène pas à la paix. Muhammad Quraan vient s'ajouter à plus de 7000 prisonniers politiques palestiniens, dont des enfants. C'est la preuve que le gouvernement israélien sape tous les espoirs de réconciliation en intimidant les militants de la cause palestinienne, en les emprisonnant pour les mettre en détention administrative, ou en les incarcérant sans procès

CONTACTS PRESSE

Farissa BENSALÉM
Collaboratrice au Cabinet du Maire
177 av Gabriel PERI, 92230 GENNEVILLIERS
Tél. : 01 40 85 62 29. / Mail : farissa.bensalem@ville-gennevilliers.fr

juste, comme ce fut le cas de Marwan Barghouti, député palestinien ou encore Salah Hamouri, nos deux citoyens d'honneur.

Chaque jour, la conclusion d'une paix entre Israéliens et Palestiniens s'éloigne pour laisser libre cours à la violence et l'impunité des soldats israéliens. Après une conférence pour le Proche-Orient organisée dimanche dernier par la diplomatie française, il est plus que temps de sanctionner le gouvernement de Netanyahu et reconnaître l'Etat de Palestine pour que cesse enfin la violence dans cette partie du monde.

Patrice Leclerc
Maire